



HAL
open science

Darfour : un modèle pour les guerres du XXIème siècle, entre pillards "janjawid" et flibuste des puissances émergentes de la mondialisation ?

Marc Lavergne

► To cite this version:

Marc Lavergne. Darfour : un modèle pour les guerres du XXIème siècle, entre pillards "janjawid" et flibuste des puissances émergentes de la mondialisation ?. Hérodote - Revue de géographie et de géopolitique, 2009, Pillages et pirateries, 134, pp.15-37. <halshs-00432643>

HAL Id: halshs-00432643

<https://shs.hal.science/halshs-00432643v1>

Submitted on 16 Nov 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-ND 4.0 - Attribution - No Derivative Works - International License

Darfour : un modèle pour les guerres du XXIème siècle, entre pillards "janjawid" et flibuste des puissances émergentes de la mondialisation ?

Entretien avec Marc Lavergne, directeur de recherche au CNRS, Directeur du CEDEJ (USR n° 3123, Le Caire/Khartoum)

chapeau

Marc Lavergne, 56 ans, directeur de recherche au CNRS, préside depuis un an en Egypte aux destinées du CEDEJ¹. Géographe, arabisant, diplômé de Sciences Po, il a partagé sa vie professionnelle entre un engagement de terrain aux formes multiples et les travaux scientifiques inspirés de son expérience des conflits et des crises qui déchirent le Moyen-Orient et la Corne de l'Afrique. Dès les années 70, il parcourt les maquis du Kurdistan irakien et d'Erythrée, et assiste aux embrasements de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973 et du conflit chypriote en 1974.

Après une maîtrise menée dans les montagnes du haut-Qalamoun en Syrie, présentée en 1975, il soutient en 1980 sa thèse sur "L'agriculture égyptienne dix ans après l'achèvement du Haut-Barrage d'Assouan" sous la direction de Jean Dresch. Après un passage par l'Arabie saoudite comme expert socio-économique auprès du ministère de l'agriculture et des eaux, pour l'aménagement hydro-agricole du Nord du royaume, il se voit confier de 1982 à 1988 la direction du « Centre d'Etudes et de Documentation universitaire scientifique et technique (CEDUST) au sein de l'université de Khartoum, et bientôt aussi celle du Centre Culturel français de la capitale soudanaise. Des années intenses, au cœur d'un pays entraîné dans une spirale de crise : reprise de la guerre civile en 1983, suivie de l'islamisation forcée du pays la même année, d'une famine meurtrière dans toute la ceinture soudano-sahélienne, qui entraîne en avril 1985 la chute du dictateur Jaafar Nimeiri. S'ensuivent un an plus tard des élections libres et pluripartites, qui amènent au pouvoir une coalition de grands partis religieux, dotés d'une légitimité incontestée au sein de la population du Nord du pays, mais qui ne tardent pas à s'entredéchirer. Témoin privilégié de ces soubresauts, il noue des relations de confiance et parfois d'amitié avec de nombreuses personnalités politiques et sociales, des leaders du mouvement islamiste comme le Dr Hassan el-Tourabi au colonel John Garang. Celui-ci, officier de l'armée nationale et professeur d'économie agricole à l'université de Khartoum, prend en mai 1983 la tête du Sudan People's Liberation Movement/Army (SPLM/A), qui porte les revendications d'égalité et d'intégration des peuples marginalisés du Sud et du centre du pays.

ML se rend pour la première fois au Darfour en proie à la famine (de Waal, 2005) au cours de l'été 1985, dans le cadre d'une opération humanitaire. Il découvre une région très isolée, abandonnée par les pouvoirs publics, mais en même temps riche d'un potentiel négligé.

En 1989, chargé de relancer les activités du CERMOC (Centre d'Etudes et de Recherches sur le Moyen-Orient Contemporain), à la suite de l'enlèvement et du décès en captivité de Michel Seurat, dans un Liban dévasté par la guerre civile, Marc Lavergne publie *Le Soudan contemporain* (Karthala), ouvrage collectif où il coordonne les travaux des rares spécialistes

¹ Centre d'Etudes et de Documentation Economique, Juridique et Sociale, Institut français de recherche à l'étranger sous tutelle du ministère des Affaires Etrangères et Européennes et du CNRS (www.cedej.org.eg).

français de cette région du monde.

A la suite du coup d'État militaro-islamiste de juin 1989, le Soudan se referme sur lui-même. Marc Lavergne, grâce à son réseau d'anciens collègues, parviendra à maintenir une coopération universitaire autour de projets consacrés aux migrations internes et à la crise urbaine. A travers ses rencontres avec les nouveaux dirigeants comme avec les responsables politiques emprisonnés, en résidence surveillée ou en exil, il suit tout au long des années 90 les efforts du nouveau pouvoir pour imprimer durablement sa marque sur la société et s'emparer des leviers économiques et politiques du pays. Efforts couplés avec une stratégie d'exportation de la révolution islamique et de soutien aux mouvements de rébellion à l'échelle mondiale.

Alors que l'étau se desserre à partir de 1996 et surtout de 1999, qui voit le Soudan devenir un exportateur de pétrole, Marc Lavergne est nommé en 2002, comme représentant de la France, conseiller politique et juridique de la « Joint Military Commission », organisme tripartite (Gouvernement soudanais, forces rebelles du SPLM/A et force internationale) chargé de mettre en œuvre un cessez le feu dans les **monts** Nouba. Ces collines du centre du pays à la lisière du Sud abritent une cinquantaine de groupes ethniques qui constituent un conservatoire exceptionnel de langues et de cultures africaines, environné de tribus nomades arabisées. Une brutale colonisation agricole mécanisée avait poussé à partir de 1985 les groupes nouba à la révolte armée aux côtés du SPLM/A de John Garang, à laquelle le gouvernement avait répondu par un "jihad" : quinze ans de dévastation, de déportation et de massacres de masse, loin des regards du monde extérieur.

A l'issue de cette mission qui a permis aux survivants de commencer à retrouver une vie normale, alors que la guerre **continue** de faire rage au Sud, Marc Lavergne assiste en observateur aux négociations qui aboutissent en juillet 2002 à un protocole d'accord de paix entre le gouvernement central et le SPLM/A à Machakos au Kenya.

Quelques mois plus tard, la guerre éclate au Darfour, où des groupes rebelles attaquent à la surprise générale postes de police, aéroports et forces gouvernementales. Les opérations de contre-insurrection prennent dès le printemps 2003 la forme de massacres et de déplacement massifs de la population de certains groupes ethniques, ce qui ne soulève aucune réaction dans la communauté internationale.

Marc Lavergne, qui dès le printemps 2004, exprime un regard critique sur les analyses couramment répandues de la crise, et sur la politique de non-intervention de la "communauté internationale", se rend sur place à l'automne 2004 à la demande de l'association « Médecins sans frontières ».

En juin 2006, il est chargé de coordonner le groupe d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU qui enquête sur les violations des règles internationales et des résolutions votées depuis le début de la crise, et de soumettre au Comité des sanctions une liste de responsables.

Ces engagements donnent matière, dans « L'analyse géographique d'une guerre civile en milieu sahélien », *Afrique contemporaine* n°214, 2005 (p. 129-163) et dans « Darfour, un Munich tropical », *Politique Internationale* n°117, 2007 (p.376-400) à une réflexion géopolitique articulant les différentes échelles spatiales, du local au mondial. Marc Lavergne a accepté de participer à ce numéro d'*Hérodote* « Pillages et pirateries », sous la forme d'un entretien, et nous avons convenu d'y privilégier, au moins au début, l'aggravation des formes de pillage-razzia entre pasteurs et paysans sédentaires qui ont ensuite été instrumentalisées au Darfour pour des raisons géopolitiques à l'échelle du

Soudan tout entier.

Yves Lacoste

Comme il n'y a pas de géopolitique sans géographie, je pense qu'on peut faire un premier survol du Darfour, de cette vaste région qui sur 1000 km du nord au sud, forme presque tout l'ouest du Soudan depuis la pointe sud-est de la Libye, toutes la frontière orientale du Tchad jusqu'au nord de la République centrafricaine. Au milieu de vastes étendues planes, depuis les steppes du nord jusqu'aux savanes arborées du sud, se dresse un gros massif, le Djebel Marra et je m'étonne que les journalistes qui traitent du Darfour, en fassent si peu de cas, bien qu'il soit l'équivalent géologique du Hoggar et du Tibesti qui sont beaucoup plus connus. Et dans l'affaire du Darfour, le Djebel Marra a une grande importance en termes de géohistoire. Y.L.

Effectivement. Le djebel Marra est un puissant appareil volcanique d'axe méridien, d'origine quaternaire, qui sur près de 400 km, rappelle un peu la Chaîne des puys d'Auvergne. Il forme l'épine dorsale de la région. J'ai fait en 1985 l'ascension du sommet, en pleine saison des pluies, dans des conditions difficiles : une fois passés les rares villages Four qui s'étagent jusqu'à 1500 m d'altitude, le terrain de cendres volcaniques est entaillé de gorges profondes. Envahies par une végétation inextricable, elles séparent des plateaux désolés, où se dressent des euphorbes à candélabres. La végétation est un extraordinaire mélange d'espèces tropicales, montagnardes, méditerranéennes et abyssines. Le sommet reçoit en moyenne plus d'un mètre d'eau par an, et les températures y descendent près de 0° C. J'y ai été pris sous un terrible orage de grêle, et je me suis égaré dans le brouillard...Le sommet est une vaste caldeira dont le fond est occupé par deux lacs : l'un peu profond, salé et bordé de plages de coquillages ; l'autre est un lac volcanique typique, aux pentes abruptes, très profond, dominé par le rebord vertical de la caldeira. L'accès à celle-ci ne peut se faire que par deux anfractuosités éboulées, et le fond de la cuvette est occupé par une prairie verdoyante parsemée d'oliviers sauvages. Des hordes de chevaux sauvages y errent en liberté, et présentent des signes de consanguinité. Les planèzes en contrebas sont entaillées de torrents qui dévalent en cascades, parfois impressionnantes, vers des vallées qui débouchent en aval vers le Sahara, vers le bassin du lac Tchad, ou vers la cuvette du haut-Nil, par des affluents comme le Bahr-el-Arab qui marque la frontière avec le Sud-Soudan. A la différence des vallées qui descendent du Hoggar et du Tibesti qui n'ont presque plus jamais d'eau, celles qui descendent du Djebel Marra sont occupées par des fleuves temporaires au débit imposant jusqu'au cœur de l'automne : wadi el-Milk, wadi Saleh, wadi Azoum... dont les inféro-flux attirent toute l'année éleveurs de bétail et cultivateurs de jardins irrigués.

Peut-on dire que le Djebel Marra est le cœur historique du Darfour, sorte de montagne refuge autrefois, dont les populations seraient descendues, après qu'aient diminué les attaques des tribus « arabes » opérant souvent pour les marchands d'esclaves ? Oserai-je dire, non sans quelque hypocrisie, mais

pour commencer à éclairer le titre de cet entretien « Pillages et razzias », que les raids que mènent depuis 2003 les cavaliers arabes janjawids pour le compte du gouvernement de Khartoum contre les populations du Darfour, seraient en quelque sorte dans la tradition des séculaires et classiques luttes entre nomades et sédentaires ? Propos hypocrites puisque, dès les années cinquante, mes premiers écrits sur Ibn Khaldoun (le livre vient d'ailleurs d'être réédité par La Découverte), j'ai combattu la thèse simpliste de ces soi-disant conflits éternels entre nomades et sédentaires, ces deux « genres de vie antagonistes », thèse par laquelle certains géographes-historiens ultra-colonialistes prétendaient alors justifier la présence de la France en Algérie au côté des sédentaires, contre les « invasions » des Arabes nomades. Le problème du Darfour au Soudan est bien sûr autrement plus compliqué, comme le montre Marc Lavergne.

L'histoire de la montagne proprement dite est mal connue. Il subsiste des traces de cultures en terrasses et de canalisation des cours d'eau par des édifices de bambous qui traversent les vallées, jusqu'à 1500 m environ. Mais ces vestiges d'une occupation pérenne sont abandonnés, et on ne trouve plus haut que des champs de pomme de terre et d'oignons défrichés par les habitants des villages en contrebas.

Il est probable que la montagne ait servi de refuge, en effet, pour des populations menacées, lors de troubles politiques, d'invasion, éventuellement de razzias d'esclaves. Mais si le sultanat du Darfour a tiré sa fortune, jusqu'aux années 1870, du commerce d'esclaves en direction de l'Égypte, par le darb el-Arbain, les victimes en étaient les peuples de la savane plus au sud, aux confins du bassin du Congo, de la RCA et du sud du Tchad actuels (W. G. Browne, 2007). La *pax britannica*, à partir de 1916, a dû conduire à l'abandon des étages les plus élevés du massif : volonté de descendre au plus près des voies commerçantes, de l'administration et des services, plus grande facilité de cultiver les surfaces planes et plus adaptées des plateaux inférieurs et de s'adonner à l'élevage du gros bétail ainsi que de développer des échanges avec les nomades, climat plus clément et plus adapté à des cultures telles que les agrumes, le tabac, les pastèques qui font au loin la réputation de la région...

La conversion à l'islam du royaume du Darfour remonte au début du XVII^e siècle, sous le sultan Suleiman Solong (l'Arabe, en langue four). L'islam s'est répandu progressivement sous l'impulsion régulière des pèlerins venus d'Afrique de l'ouest et du Maghreb et empruntant la route du Sahel pour cheminer vers les ports de la mer Rouge où ils embarquaient pour Jeddah. Cette origine pacifique, diverse, ponctuelle et étalée dans le temps donne son caractère particulier à l'islam du Darfour : profonde piété, présence de multiples confréries maghrébines ou ouest-africaines, à grande distance de l'islam scripturaire et canonique véhiculé ailleurs depuis l'Égypte par l'université d'Al-Azhar et ses docteurs de la Loi. Le sultanat, comme ses homologues plus à l'ouest, vit du commerce transsaharien ; ici entre l'Égypte et le golfe du Bénin, voire l'Éthiopie lorsque la vallée du Nil est en proie aux troubles et aux pillages. C'est ainsi qu'au XVIII^e siècle, le royaume s'étend jusqu'aux rives du Nil Blanc, englobant le Kordofan actuel. Le sultan se déplace constamment pour défendre les routes caravanières qui assurent la prospérité du royaume, et l'accès aux réservoirs d'esclaves du Sud. La capitale se déplace également avec la cour et

l'administration, même si certaines capitales émergent avec le temps : leur localisation au nord, près des postes douaniers au point de départ et d'arrivée des caravanes, montre bien la prépondérance du commerce extérieur dans l'économie. C'est le cas d'El-Facher (le camp fortifié), capitale actuelle du Nord-Darfour, où se trouve encore le palais des derniers sultans, transformé en musée. L'interdiction du commerce des esclaves en direction de l'Égypte et de la Porte, sous la pression des Britanniques et des Français, fait périr le royaume dans le dernier quart du XIX^e siècle. Un trafiquant d'esclaves, Zubair Rahma pacha, s'empare bien du royaume en 1874 et souhaite en faire cadeau au khédivé d'Égypte (R. von Slatin, 1890). Mais il sera embastillé et exécuté au Caire : le Darfour n'intéresse plus personne.

Pas plus que les Anglais, après qu'ils aient établi en 1882 leur domination sur l'Égypte, puis sur le Soudan en 1898, puisqu'ils ne feront la conquête du Darfour qu'en 1916, pour que la région ne tombe pas sous le contrôle des Senoussis (ceux-ci ont pris le parti des Turcs depuis la guerre de 1911 contre la conquête italienne).

En effet, la conquête du Darfour, qui ne rencontre pas de résistance, ne vise pas à exploiter un territoire ou une population, mais simplement à éviter l'infiltration d'agents allemands susceptibles d'attiser des troubles dans les possessions françaises ou britanniques. D'autant que le mouvement mahdiste qui avait bouté l'occupant turco-égyptien, représenté par le gouverneur-général Gordon, hors du Soudan en 1885, était parti du Darfour, et que les tribus d'éleveurs nomades arabisés « Baggara » du Sud-Darfour avaient imposé leur férule à l'ensemble du mouvement, et dirigé l'empire mahdiste jusqu'à sa chute en 1898. Le khalifa Abdullahi, successeur du Mahdi dès 1885, était en effet membre de la tribu des Taaisha, et pour assurer son pouvoir sur la vallée du Nil peuplée de tribus d'origine arabe ou nubienne, il n'hésita pas à transplanter les siens dans sa nouvelle capitale d'Omdourman. Et c'est vers le Darfour que se replieront les dernières forces mahdistes, après la mort au combat du Khalifa, sous la conduite d'Ali Dinar, qui reprendra en 1899 la tête du sultanat dont il restaurera l'indépendance.

Le parti Oumma, expression politique du néo-mahdisme, après avoir obtenu l'indépendance du Soudan en 1956, gardera d'ailleurs jusqu'aux années 1980 le monopole de la représentation du Darfour sur la scène politique.

Ce qui n'empêche pas que se soient maintenus au Darfour des comportements sociaux et des valeurs bien éloignées du conformisme socio-religieux urbain qui ambitionne de servir de modèle à l'ensemble de la société soudanaise : le statut de la femme, la consommation banale d'alcool de dattes et de bière de mil, les codes vestimentaires, le recours à la magie, continuent d'engendrer un sentiment de supériorité de la part des élites urbanisées de la capitale à l'égard des peuples du Darfour, indépendamment de leur mode de vie, de leur langue ou de leur culture (Doornbos, P., 1988).

Quelles ont été au Darfour les conséquences de la domination britannique ?

Les Britanniques ont opté pour l'Indirect Rule, sur le modèle institué au Nigéria du nord, pour limiter les dépenses dans une région sans intérêt économique. Le Soudan utile se limitait pour eux à la Jézira, cet entre-deux Nils où ils développèrent la culture du coton

irrigué à partir du barrage de Sennar sur le Nil Bleu. La population appauvrie des steppes de l'ouest et en particulier du Darfour, a été intégrée dans cette économie moderne par le biais des migrations saisonnières pour la cueillette du coton, qui lui permettait de subsister pendant la soudure et de payer l'impôt. Une partie de ces migrants est demeurée sur place et constitue aujourd'hui une proportion importante de la population des plaines de l'Est du Soudan et des rives du Nil Bleu (Miller, C., 2005). Ce pacte colonial a duré bien au-delà de l'indépendance, et la construction en 1961 d'un chemin de fer jusqu'à Nyala, capitale aujourd'hui du Sud Darfour, avait pour but de faciliter ces migrations de travail et l'écoulement de productions brutes du Darfour, en particulier le bétail sur pied.

Loin d'être une région isolée et oubliée, le Darfour, après avoir été durant des siècles un carrefour entre la Méditerranée et le golfe du Bénin et entre le bassin du Nil et celui du lac Tchad, voire entre le Sénégal et la mer Rouge (Browne W.G., 2002 ; Abderrahman El Rasheed, F., 1988), est intégré depuis un siècle dans l'ensemble soudanais. Mais il l'est en situation de domination et d'exploitation par les pouvoirs centraux issus de la vallée du Nil, imposés par les pouvoirs coloniaux égyptien et britannique.

C'est ainsi que les habitants du Darfour ont été exclus de tout accès à la modernisation occidentale : n'ayant pas bénéficié d'une scolarisation, ils n'ont accès ni à l'université ni aux emplois administratifs, non plus qu'aux leviers économiques et politiques ou à la reconnaissance de leurs cultures.

Ils sont en revanche surreprésentés dans les rangs inférieurs de l'armée, selon un schéma classique dans les régions qui n'arrivent plus à nourrir leurs enfants. Ils se trouvent même dans une situation moins enviable que celles des Sud-Soudanais, dont les fils de chefs ont eu accès aux écoles des missions chrétiennes, et qui étaient tournés vers les colonies prospères et engagées dans la modernisation coloniale de l'Afrique de l'Est britannique.

Le Darfour, du fait de son éloignement et de son histoire, a en revanche échappé jusqu'à présent à la mise en coupe réglée de son système agricole par la bourgeoisie absentéiste qui a fait de la grande agriculture mécanisée sa principale source de richesse, depuis les années 60. Cette grande culture de type minier, dévastatrice pour les populations rurales spoliées de leurs terres ancestrales comme pour l'environnement, s'est déployée d'abord dans les provinces de Gedaref et de Kassala pour gagner vers le sud et vers l'ouest au fur et à mesure de l'épuisement des sols et de la croissance de la demande externe pour les céréales (sorgho) et les oléagineux (arachides, sésame) sur le marché mondial. Les expropriations nécessaires pour créer ces fermes qui atteignent fréquemment de 50 à 100 000 hectares ont été rendues possibles par le Native Administration Act de 1970 qui supprime l'administration locale et le Unregistered Land Act de 1971 qui transfère à l'Etat la propriété de toutes les terres non-enregistrées (O'Fahey, R.S., 1980). Le Darfour était la seule région où les terres étaient consignées de longue date dans les registres du sultanat, ce qui l'a mis hors d'atteinte, à la différence de la province voisine du Kordofan. Mais la richesse pétrolière récente rend désormais envisageable la mise en valeur "moderne" et "rationnelle" des riches terres du Darfour méridional et des contreforts du Djebel Marra. Il est probable que les massacres et les déplacements forcés de la population occupant les terres les plus attractives correspondent à une volonté de libérer des "terres vierges" pour compenser la désertification provoquée ailleurs par les pratiques culturelles en vigueur (Lavergne M., 2005).

Je suppose que –dans le schéma classique de ce qu’était autrefois le sous-développement -cette faiblesse du développement économique a des effets d’autant plus graves que la croissance démographique a été forte.

Bien sûr. En 1900, la population du Darfour a été évaluée à 300.000 personnes, passées à trois millions lors du recensement de 1983 et sans doute à six ou sept millions aujourd’hui. Cette population en grande majorité rurale se partage entre nomades chameliers au Nord, en lisière du Sahara, en villageois agropastoraux au centre et en nomades éleveurs de bovins dans la steppe dense du Sud.

La croissance démographique a contraint les agriculteurs à étendre leurs champs au-delà des limites traditionnelles de culture du mil, à la fois vers le nord, en empiétant sur les pâturages des éleveurs, et en rognant ou fermant les voies de passage des transhumances nord-sud des troupeaux. Cela a multiplié les conflits intertribaux, surtout en cycle d’années à la pluviométrie déficitaire comme au début des années 80 (Ibrahim F., 1984). Les troupeaux décimés ou vendus à vil prix n’ont pas pu être reconstitués, et de nombreux nomades ont cherché à se sédentariser. Tantôt pacifiquement, selon le système de tenure traditionnelle dite "hakoura", tantôt de manière plus agressive. Une véritable guerre éclata en 1988-89 entre les tribus "arabes" réunies au sein du "Mou'tamar al-Arabi" (la Conférence arabe) et les milices d'autodéfense villageoise des Four (Harir, S., 1994 ; Prunier, G., 2005).

Est-ce que l'on peut à partir de là envisager le conflit du Darfour comme un conflit à visée économique, certes, mais opposant nomades et sédentaires, ce qui correspondrait à un clivage Arabes/Africains ?

Ces différences linguistiques et culturelles n’avaient aucun rôle dans le système traditionnel. Les conflits entre groupes sont certes courants dans un environnement aux ressources limitées et précaires. La compétition est constante entre les éleveurs nomades, en particulier, et toujours violente, quelle que soit l’appartenance ethnique, linguistique ou tribale. Les alliances qui peuvent être passées sont secondes par rapport à l’impératif de la survie, et l’accès au pâturage ou au puits, voire le vol de bétail, est vital.

Les rapports entre sédentaires et nomades sont en revanche placés plutôt sous le signe de la coopération et de l’échange (Tubiana, M-J, 2006). Des accords précis règlent ces relations, qu’il s’agisse des droits de passage, d’accès à l’eau, de pâturage des chaumes...Les dérapages ne sont qu’occasionnels, en particulier lorsque les troupeaux ravagent les cultures. Cela ne se produit que lors des transhumances saisonnières, et en cas de retard des pluies. Des accrochages peuvent alors se produire, à la suite desquels des formules d’arbitrage permettent de déterminer les torts et de régler des compensations (Tubiana J., 2006).

Ce système s’est déréglé sous l’effet de trois facteurs conjoncturels concomitants :

- un cycle d’années sèches au début des années 80, qui a conduit, en l’absence de soutien gouvernemental, à la catastrophe meurtrière de 1984-85;
- la prolifération d’armes modernes en contrecoup du conflit tchado-libyen, dont le Darfour est devenu, à son corps défendant, une base arrière ;
- le parti pris croissant du pouvoir central de Khartoum en faveur des tribus nomades "arabes" contre les villageois non-arabophones.

Comment expliquer le début de la guerre au Darfour en 2003 ? Je crois qu'il n'est pas inutile de rappeler que depuis son indépendance en 1956, le Soudan a connu plusieurs longues guerres intérieures où le Darfour n'a pas été impliqué. Le premier gouvernement soudanais qui avait promis de créer un Etat fédéral oublia cette promesse, ce qui incita des officiers formés par les Britanniques originaires des provinces du sud, à se mutiner. Il s'en est suivie une guerre de dix-sept ans (1955-1972) dans les provinces du sud, majoritairement peuplées, non pas de musulmans, mais d'animistes et de chrétiens, ceux-ci étant plus ou moins soutenus par des forces diverses à partir de l'Ethiopie, du Kenya et de l'Ouganda. En 1972, le général Nimeiry signe avec les Sudistes l'accord d'Addis Abeba qui leur garantit l'autonomie. Mais en 1977, Nimeiry se réconcilie avec les Frères musulmans et décide, en 1983, sous leur influence, de diviser la région Sud en trois provinces, et de leur dénier l'accès aux ressources pétrolières qui sont en cours d'exploration. Une nouvelle guerre civile, qui durera vingt et un ans, entraînera l'exode vers Khartoum de plusieurs millions de Sud-Soudanais. Après un cessez le feu en juillet 2002, les accords de Naivasha en janvier 2005 reconnaissent l'autonomie des trois provinces du Sud réunifiées et John Garang, le leader historique du Sudan People's Liberation Movement (SPLM), le mouvement sudiste, devient vice-président du Soudan début juillet 2005. Il meurt hélas moins d'un mois plus tard dans un accident d'hélicoptère. Des émeutes éclatent alors à Khartoum, mais les accords avec le Sud entrent en application. Mais au Darfour la guerre a pris de l'ampleur avec le développement des raids aériens et des pillages opérés par les tristement célèbres janjawid (les cavaliers du diable), supplétifs du général-président El Béchir.

L'embrassement de ce conflit en février 2003 s'explique d'abord par le parti pris systématique des autorités, dans les conflits intertribaux, en faveur des agresseurs. Ceux-ci émanent de groupes nomades précarisés par la dégradation des conditions climatiques et de l'environnement. Ils contestent la situation privilégiée, en termes d'accès à l'eau et à la terre, des villageois, héritage du sultanat et de la colonisation britannique. Les grands peuples du Darfour, Four et Masalit principalement agriculteurs et Zaghawa originellement nomades, s'organisent pour résister à ces incursions de plus en plus effrénées depuis la fin des années 90. Leurs milices d'autodéfense donneront naissance au Sudan Liberation Movement (SLM) d'un côté, dominé par les Four et les peuples dont le destin leur est lié, et d'un autre côté le Justice and Equality Movement (JEM), créé par une section des Zaghawa, d'obédience islamiste.

Ces groupes passent à l'offensive en décembre 2002, et engrangent des succès inquiétants pour Khartoum. En effet, l'armée, concentrée au Sud, est absente du Darfour. D'autre part, elle est peu mobilisable, car les soldats du rang sont en majorité originaires du Darfour. C'est pourquoi le gouvernement se résout à lancer une contre insurrection en s'appuyant exclusivement sur l'aviation et sur les pillards convertis en milices tribales, selon une formule expérimentée avec succès au Sud-Soudan et dans les monts Nouba. Ces cavaliers

ou chameliers appelés *janjawid* sont recrutés, équipés et payés par la Sécurité militaire, qui leur indique les opérations à mener. Au nombre d'environ 30 000, sous les ordres de cheikhs issus des rangs des notables tribaux, ils interviennent de nuit, le visage masqué, après le bombardement, la veille, des villages visés par les Antonov qui sèment la terreur et les hélicoptères de combat qui acheminent troupes, munitions et officiers de l'armée. Le but du gouvernement est de chasser les habitants qui pourraient apporter un soutien à la rébellion et de concentrer les survivants autour des grandes villes où ils seront plus aisés à contrôler. Il est aussi de libérer les terres fertiles qu'ils occupent pour les redistribuer à ces groupes de *janjawid* qui pourront désormais assurer l'ordre dans la région et s'insérer dans la formation sociale du Darfour, en supplétifs loyaux du pouvoir central. Le pillage et la dévastation à laquelle ils se livrent n'est, dans cette optique, qu'une récompense immédiate qui présage une amélioration durable de leur sort, au détriment des groupes qui ont jusque là occupé le centre de l'échiquier du Darfour. Si cette stratégie ne comporte aucun aspect religieux, elle n'en comporte pas moins une dimension culturelle forte : la mise en avant de l'arabophonie, transformée en arabité, et de là en arabisme. Celle-ci doit permettre aux groupes au pouvoir à Khartoum d'élargir leur base politique très étroite, en mettant en avant une communauté linguistique avec ces groupes de nomades illettrés du Nord-Darfour, pour les associer au destin du régime. De là l'apparition d'un registre raciste, qui permet à des groupes de légitimer le massacre de leurs voisins, et la transgression de tous les codes et tous les tabous en vigueur dans ces sociétés, en particulier en ce qui concerne le viol des femmes. Si le pillage permet la ruine matérielle des victimes, le viol assure leur ruine morale et psychologique, les groupes se révélant incapables de défendre les femmes, donc "l'honneur de la tribu". De là à prétendre que le Darfour est le théâtre d'un génocide, il y a un pas que les définitions communément admises, et même les acceptions juridiques issues de la Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948, ne permettent qu'abusivement de franchir. Ce conflit n'est d'évidence pas un conflit entre « Arabes » et « Africains », ni même entre « Arabes » et non-Arabes ». Les grandes tribus arabisées d'éleveurs du Sud-Darfour, comme les Rizeigat, ont été très réticentes à se joindre à la guerre, malgré les pressions de Khartoum sur leurs sultans : elles entretiennent de bonnes relations avec les sédentaires peu ou pas arabisés, et jouissent de vastes « dar » qui suffisent à leurs troupeaux de bovins. Si le gouvernement a poussé les *janjawid* à développer un discours raciste, évoquant les « abid » (esclaves) et les « zurug » (Noirs), qui devaient être évincés de leurs terres, ce discours n'a pas été repris hors des zones de combat. On estime la population de Darfouriens habitant la capitale à plusieurs centaines de milliers. Ils appartiennent à l'ensemble des groupes humains du Darfour et sont présents dans tous les secteurs de la vie économique et de l'administration et n'ont pourtant à aucun moment été inquiétés durant la guerre. Il en va de même des grandes villes de l'Est, où une diaspora originaire du Darfour, souvent majoritaire, est installée depuis des décennies.

Cette guerre répond également à des causes non seulement locales, mais également nationales : en juillet 2002, un accord-cadre a été signé entre le gouvernement central et la rébellion du SPLM. Sous la pression américaine se profile un règlement de paix, qui implique un partage plus équilibré du pouvoir et des ressources entre le gouvernement central et les forces périphériques qui le contestent. Pour les chefs rebelles du Darfour, il s'agit d'une chance historique de se faire entendre de la communauté internationale et d'être invité à la table des négociations. Il ne s'agit pas, comme le prouvent les noms des

mouvements rebelles, de revendiquer l'indépendance, ni même l'autonomie pour la province (Péninou, J-L, 2004). Comme le reconnaissait le jeune dirigeant du SLM, Abdelwahid Mohamed Nour, dès notre première rencontre, ce n'est pas par hasard que son mouvement a pris dès le début des combats en 2003 le quasi-acronyme du SPLM. Mouvement laïque et national, il voulait marquer ainsi son adhésion au projet de New Sudan du colonel John Garang, le leader de la rébellion du Sud, auquel il voue une admiration quasi-filiale : la revendication centrale de tous ces peuples marginalisés des périphéries est l'égalité de tous les citoyens soudanais, quelle que soit leur religion leur couleur de peau ou leur appartenance ethnique. Revendication en apparence minimale, mais qui remet en cause l'apartheid implicite sur lequel repose la structure politique et sociale du Soudan : les peuples de la vallée du Nil au nord de Khartoum se sentent investis d'une supériorité sur leurs concitoyens, en vertu d'une ascendance et d'une acculturation arabo-musulmanes souvent mythique ou partielle. Pour le gouvernement (mais aussi pour les rebelles du Sud²), cette nouvelle rébellion constitue une menace d'avoir à partager pouvoir et richesse entre un nombre croissant de protagonistes. Perspective d'autant moins acceptable que le Soudan est en passe de devenir depuis mai 1999 un eldorado pétrolier. Pour les Américains et les Occidentaux en général, il s'agit d'une initiative embarrassante, car elle risque de faire capoter les négociations qui se tiennent au Kenya. Ils n'interviendront donc pas lorsque le gouvernement de Khartoum lancera ses premières bombes sur le Darfour, et attendront que celui-ci ait achevé son plan de déplacement pour pousser à un cessez-le feu humanitaire qui sera signé en avril 2004 à Ndjamena. Le Darfour comptera alors près de deux millions de déplacés et environ 200 000 victimes directes de la guerre (Lavergne M., 2007).

La dimension pétrolière du conflit, en revanche, ne tient pas aux ressources espérées du sous-sol du Darfour : certes, des concessions ont été attribuées au Sud de la province : le bloc C la prend en écharpe, et des lambeaux des blocs 6 et 17 y sont imbriqués. Mais seul le petit gisement d'Abou Gabra, à cheval sur la limite du Kordofan, est exploité, et les perspectives ne sont pas très prometteuses. En revanche, l'exportation du pétrole, qui atteint aujourd'hui 500 000 barils/jour, a fait du Soudan un pays solvable, aux besoins immenses en biens d'équipement, dont la croissance annuelle atteint 10 % alors même que la guerre fait rage au Darfour. L'Occident fait dès lors montre d'une grande mansuétude pour les violations des droits de l'homme commises au Darfour et ailleurs. L'affectation des revenus pétroliers, dont le montant exact est inconnu, se fait dans une totale opacité. Cela permet au régime du général Omer el-Béchir d'acquérir les armes et les moyens logistiques qui vont permettre de réduire la rébellion du Darfour et de faire face à toute velléité de soulèvement aux confins du pays. Les firmes chinoises, déjà présentes de façon majoritaire dans l'exploitation du pétrole, localisée pour l'essentiel dans le Haut-Nil et le Sud-Kordofan, obtiennent également la part du lion des contrats d'armement, devant les firmes de l'ex-URSS.

Cette affaire de génocide au Darfour a provoqué en Europe et aux Etats-Unis, une émotion considérable et l'on a confondu le fait que dans les provinces du Sud les Noirs refusaient la charia, parce qu'ils sont chrétiens ou animistes,

² Les Sudistes gardent le souvenir amer et méfiant de la participation massive de soldats originaires du Darfour au sein de l'armée nationale, entre 1983 et 2003 : la solidarité entre peuples opprimés se heurte souvent à des contradictions engendrées par la politique de « divide and rule » du pouvoir.

avec le fait qu'au Darfour les Noirs qui -eux- sont musulmans, luttent pour que leur région puisse profiter davantage des profits du pétrole.

Comment a-t-elle à votre avis reflété une réalité sur le terrain, ou comment a-t-elle éventuellement façonné une nouvelle réalité ?

Cette péripétie que fut la campagne pour la reconnaissance du « génocide », annexe de la tragédie qui se déroule au Darfour mériterait à elle-même tout un développement. La diffusion rapide de cette revendication, et qui a donné lieu à des débats juridiques abscons entre partisans et opposants à la qualification de génocide, illustre en effet l'aveuglement croissant de l'Occident sur « l'actualité », au – delà de ses frontières, et son nombrilisme qui conduit à privilégier une lecture de l'Histoire selon ses propres références. J'y vois une contradiction entre notre prétention à l'universalisme et notre regard étriqué, dont, le Darfour l'a montré, ne submerge encore – pour combien de temps et dans quelles limites ? – que l'action humanitaire. Résumons :

- 1) En 25 ans de discussions avec les cadres et les militants du SPLM, à commencer par le colonel John Garang³, je n'ai jamais entendu employer le terme de génocide à propos des trois millions de victimes de la guerre civile qui se déroulait au Sud. Ni même de guerre de religion, tant le SPLM se voulait un mouvement non pas sudiste mais national. Le nombre de Musulmans et même d'Arabes qui combattaient dans ses rangs n'est pas négligeable : de nombreux peuples du Sud ont été islamisés depuis les razzias d'esclaves et l'implantation de commerçants du Nord de la vallée du Nil (les "jallaba") au XIX^e siècle, et la SPLA a compté jusqu'à 40 % de soldats originaires des monts Nouba⁴. Les monts Nouba, qui se sont soulevés à partir de 1985 sous la conduite de Youssef Kowa et ont rejoint le SPLM/A, sont la seule région pour laquelle le terme de génocide a pu être évoqué par les rares activistes qui ont tenté d'intervenir dans cette tragédie (African Rights, 1995). En effet, pour le gouvernement islamiste de Khartoum, la menace émanant d'une sédition de peuples islamisés au Nord, était bien plus redoutable que celle des peuples adeptes des religions traditionnelles ou en partie convertis au christianisme du Sud. Dès 1992, il fut décidé que les Musulmans nouba qui se rebellaient contre l'autorité devaient être considérés comme des apostats, et devenaient donc justiciables du "jihad". S'ensuivirent quinze années de blocus des collines où s'était retranchée la rébellion, isolée du reste du monde par un cordon de champs de mines et de garnisons installées au débouché des vallées. Ni les imams ni les mosquées ne furent épargnés, comme en témoignent encore aujourd'hui le spectacle des mosquées détruites ou incendiées, foulées par la soldatesque, au sol jonché de Corans déchirés, et les imams survivants, mutilés, rencontrés dans les monts Nouba en 2002. Guerre silencieuse d'asservissement et d'extermination, qui avait fait environ 500 000 morts lorsqu'intervint finalement un cessez-le-feu humanitaire⁵ obtenu sous la pression

³ qui fut mon collègue à l'université de Khartoum, comme professeur d'économie agricole³, avant de prendre la tête du mouvement de rébellion du bataillon 105 qu'il avait été envoyé mater et avec qui j'ai pu maintenir une relation de franchise et de confiance jusqu'à son décès en juillet 2005.

⁴ Les peuples dits « nouba » pratiquent un syncrétisme empreint de tolérance entre leurs religions ancestrales et les religions chrétiennes et musulmane qui leur ont été imposées depuis la fin du XIX^e siècle

⁵ De six mois renouvelables (accord de Burgenstock (Suisse), co-signé par le Dr Mutrif Siddiq, Secrétaire général du ministère soudanais des Affaires Etrangères, et le commandant Abd el-Aziz el-Hélou, dirigeant du SPLM-Monts Nouba, sous le parrainage helvétique et américain du 19 janvier 2002.

américaine en janvier 2002.

- 2) Lorsqu'en juillet 2004, le Congrès des Etats-Unis dénonce un génocide au Darfour, la surprise et l'incompréhension dominant chez les Sudistes, les Nouba comme chez les habitants du Darfour. Cette sollicitude inattendue est en effet embarrassante : elle va certes se traduire, grâce aux relais médiatique et politique qui s'emparent de la crise, par le déploiement de la plus grande opération humanitaire de tous les temps ; mais elle est suspecte aux yeux de ceux qui n'ont pas eu droit aux mêmes attentions, et sera utilisée par le gouvernement pour disqualifier les revendications du Darfour, présentés comme les « enfants gâtés » et les instruments d'une Croisade de l'Occident.
- 3) La campagne est en effet orchestrée ou relayée par des personnalités ou des mouvements qui n'ont pour la plupart ni connaissance ni légitimité pour parler au nom des protagonistes. Se construit ainsi un Darfour fantasmatique, où se déroule un conflit aux acteurs et aux enjeux caricaturés : guerre du pétrole, guerre de la Chine émergente, guerre de l'islam ou des Arabes contre l'Afrique noire et finalement guerre des Barbares (barbus) contre la civilisation et l'humanité.
- 4) La référence à un génocide a eu d'autant plus d'impact que les massacres sont intervenus peu avant le 10ème anniversaire du génocide des Tutsis rwandais. Occasion bienvenue de reprendre l'air du "Plus jamais ça", en particulier à l'ONU, qui s'était illustrée par son incapacité à empêcher l'impensable au Rwanda⁶. Mais le mot, une fois lancé, fit florès. L'idée en avait été insufflée au Congrès américain par une intense campagne de lobbying, où s'illustrèrent des acteurs de Hollywood, relayés en France par une coalition hétéroclite d'intellectuels, d'artistes et de journalistes en quête de causes porteuses. Cette sensibilisation de l'opinion, après avoir connu un premier coup d'arrêt en décembre 2004, lorsque le tsunami vint offrir une cause encore plus attrayante, puisque mettant en jeu des vies humaines occidentales, soutenue par des images (les téléphones portables et les caméscopes faisaient défaut aux paysans du Darfour) et revêtue de la dimension universelle et rassembleuse d'une catastrophe naturelle, connaîtra son point d'orgue avec la prise en otages des candidats à l'élection présidentielle, sommés en mars 2007 de s'engager à « sauver le Darfour ».
- 5) Bien entendu, la référence sous-jacente à cette campagne était celle du génocide « originel », qui sert d'étalon à toutes les atrocités de masse qui se déroulent sur la planète : celle de l'entreprise d'anéantissement des Juifs d'Europe entreprise par le régime nazi et ses alliés entre 1933 et 1945. Occasion de rappeler que « la bête immonde » n'est pas morte, et de réveiller le sens de la culpabilité ou de la responsabilité de la conscience occidentale à l'égard de ce crime originel et de tous ses avatars ultérieurs, certes ; mais sans doute aussi – et les deux ne sont pas à confondre – intérêt de l'Etat d'Israël, dans le cadre de sa stratégie nationale de sécurité, de profiter de la mise au grand jour de ces massacres pour renforcer l'image négative des Arabes et de l'islam dans l'opinion mondiale, et pour tenter d'affaiblir la position géostratégique de l'ensemble égypto-soudanais en le prenant à revers sur ses marges lointaines⁷. Mais, devant les implications juridiques (obligation d'intervention) de

⁶ Incompétence ou indifférence réitérées au Darfour : le représentant de l'ONU qui osa attirer l'attention du monde sur la tragédie en cours au Darfour, Mosesh Kapila, paya son courage par une expulsion du Soudan à laquelle l'ONU ne fit pas mine de s'opposer, et qui n'incita pas l'organisation à intervenir, avant que le gouvernement soudanais n'eût achevé ses opérations de ratissage et de déplacement des populations visées.

⁷ On retrouve là les causes du soutien d'Israël au mouvement Anyanya du Sud-Soudan entre 1955 à 1972 et à l'Ouganda d'Idi Amin Dada, mais aussi au Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak de Mollah Mustafa Barzani jusqu'à l'accord d'Alger du 6 mars 1975. Le SLM d'Abdelwahid Mohamed Nour, mouvement rebelle le plus représentatif, de loin, de la

la qualification de génocide, le président Bush fit prestement marche arrière sur l'engagement de son secrétaire d'Etat Colin Powell.

6)

Vous paraissez critique ou en tous cas sans illusions quant aux prémises de cette mobilisation internationale autour de la crise du Darfour. Mais n'a-t-elle pas eu des conséquences positives ?

Les conséquences de cette mobilisation orchestrée sont complexes. Grâce à elle, le Darfour fut le contraire d'une guerre oubliée : plus de 8000 journalistes du monde entier y défilèrent entre juillet 2004 et juillet 2006. Hélas, il s'agit sauf de rares exceptions d'un journalisme « embarqué » dans les avions des personnalités politiques ou médiatiques, uniquement destinés à présenter celles-ci s'affligeant ou s'insurgeant contre le drame en cours, avec en toile de fond les mêmes images de désolation des camps de déplacés. Théâtre d'ombres oblitérant la réalité humaine, la dimension politique et même le cadre naturel complexes de ce conflit, et la détermination de l'Occident et de l'ONU à « évidemment ne rien faire ». Mais ces images tronquées d'un Darfour devenu un must médiatique eurent au moins pour effet de mobiliser l'opinion dans un élan de générosité sans précédent.

Le Darfour évita ainsi la catastrophe humaine auquel il semblait promis, en sus des massacres et des traumatismes des survivants : grâce à un libéralisme sans précédent des autorités soudanaises, qui cherchaient à se décharger du fardeau des survivants regroupés dans des camps de fortune, plus d'une centaine d'ONG occidentales eurent accès libre au terrain. 14 000 employés humanitaires, dont 4/5 de recrutés locaux, y furent à pied d'œuvre dès les lendemains du cessez-le-feu d'avril 2004. Le Darfour évita ainsi une crise alimentaire : plus de deux millions de personnes y sont encore nourries quotidiennement grâce aux cargaisons livrées par le Programme Alimentaire Mondial, l'USAID et l'Union Européenne. Il évita également une crise sanitaire, grâce au réseau de soins installé dans les camps, dans les hôpitaux du gouvernement soudanais et même dans les zones rebelles par des ONG étrangères. Cet accès à des soins médicaux gratuits et de qualité, à de l'eau potable disponible à proximité et en abondance, parfois à la scolarisation, ont transformé pour toujours la vie quotidienne, la vision du monde et les aspirations de la population du Darfour. La crise du Darfour a d'ores et déjà provoqué, pour les femmes comme pour les jeunes, un point de non-retour. Il est désormais exclu de retourner, même si cela était envisageable, dans des villages privés de tout service. L'urbanisation sur place, ou aux abords des grandes villes, est un des aspects de l'évolution probable. Mais quel pouvoir soudanais, fût-il soucieux du bien-être de la population, sera-t-il en mesure de maintenir et de développer les services et les équipements légués par les ONG étrangères ?

A partir de l'automne 2004, plusieurs milliers de soldats de l'Union Africaine, financés par l'Union Européenne pour l'essentiel s'y déployèrent pour protéger non pas les civils, mais les observateurs du cessez-le-feu. Force disparate, inefficace et corrompue, certes, mais qui assura une présence internationale dans les localités les plus reculées du Darfour. Cette force interafricaine est aujourd'hui reconduite avec le consentement du gouvernement soudanais sous les bérets et les casques bleus de l'ONU : toujours aussi inefficace, elle n'en maintient pas moins un semblant d'intérêt de la communauté internationale sur l'évolution de la crise du Darfour. Il ne lui appartient pas, hélas, de contraindre le gouvernement

population du Darfour, mais aussi le plus démunie, a ouvert en 2008 une représentation en Israël, « pour y collecter les fonds de la diaspora »...

soudanais à respecter ses multiples engagements quant au retour des déplacés et des réfugiés et au désarmement des janjawid.

En termes de bilan de cette mobilisation, elle n'a pas influé de manière positive sur le cours des événements. Je dirais qu'elle a contribué à des schématisations qui ont conduit à des erreurs significatives : de l'appel à l'ouverture de corridors humanitaires qui n'avaient pas lieu d'être, à l'affaire de l'arche de Zoé, la France officielle s'est singularisée par un mélange d'incompétence hautaine et d'interventionnisme impuissant (ERES, 2008).

Mais la mobilisation et la mise en scène ont été l'un des instruments des acteurs politiques occidentaux pour sortir la crise du Darfour d'un face-à-face exclusif entre le gouvernement soudanais et ses rebelles : même si elle a masqué la responsabilité première de la communauté internationale, qui a laissé en toute conscience le gouvernement soudanais se livrer à ces atrocités de masse contre sa propre population, elle a dévoilé la vraie nature de ce conflit, où se rejoignent tous les niveaux d'intérêt, du mondial au local, et tous les acteurs de la mondialisation : grandes puissances, intérêts économiques autour de l'accès aux ressources, médias et société civile à travers les ONG. Il n'y manque même pas la dimension religieuse, des islamistes du JEM aux groupes évangéliques prosélytes américains qui se cachent derrière de puissantes ONG.

Israël poursuit en quelque sorte la stratégie de soutien des Noirs contre les Arabes, stratégie qu'elle a menée avant les années 1970 notamment en faveur d'Amin Dada, qui fut formé par l'armée israélienne avant de devenir général-président de l'Ouganda, pitre sanglant et allié de Kadhafi.

Où se localisent aujourd'hui les forces qui combattent les janjawid ? Dans le Djebel Marra ?

L'objectif des multiples groupes qui sont issus de la fragmentation des mouvements rebelles depuis le rejet quasi-unanime de l'accord de paix d'Abuja en mai 2006 est aujourd'hui de contrôler un territoire et une population, qui lui fournissent des vivres et de combattants, voire un accès à l'aide humanitaire. Il est moins opérationnel que stratégique, dans la mesure où il est plus de s'assurer une place à une table de négociations que d'obtenir des victoires militaires. Les combats sont très rares en dehors des grandes offensives gouvernementales pour dégager un axe routier ou une frontière. Les janjawid sont plus intéressés par le pillage des civils que par des confrontations dangereuses et stériles avec les rebelles armés. Les militaires gouvernementaux ne sortent pas de leurs casernes, sauf dans des opérations d'appui aux janjawid. Dans tous les cas, le déséquilibre des forces en faveur du gouvernement est tel que les rebelles ne recherchent pas le contact. Le SLM originel d'Abdelwahid Mohamed Nour, ainsi que d'autres fractions qui en sont issues, ont des bases arrières dans la montagne. Mais celle-ci n'est pas une zone d'opérations et elle n'abrite ni villes ni ressources et n'est pas adossée à une frontière. Le SLM est de façon plus significative très bien implanté dans les camps à majorité Four (C'est ce peuple qui a le plus souffert de la guerre, et qui compte le plus de déplacés). Il y exerce même un pouvoir clandestin, à travers une nouvelle génération de leaders apparus avec la guerre et des déplacements : instituteurs, techniciens, qui ont été valorisés par leurs compétences techniques, leur maîtrise de l'anglais, leur contact avec la modernité occidentale d'une manière générale. Le gouvernement a même été contraint de se retirer de camps peuplés et hostiles comme celui de Kalma, près de Nyala (près de 100 000

habitants).

D'autres groupes, comme la fraction SLM de Minni Minawi, un groupe rallié au gouvernement, ou comme le JEM, circulent à travers la steppe, les premiers dans la région de Nyala au sud-est de la province, les seconds dans les marges prédésertiques du nord, entre Tchad et Soudan. Mais si la plupart des commandants rebelles sont aujourd'hui des jeunes gens sans formation ni projet politique, qui opèrent avec de petites bandes sur une échelle locale (Tanner, V. et Tubiana, J., 2007) , seuls deux groupes ont une envergure suffisante pour peser sur l'avenir de la région : le SLM d'Abdelwahid, du fait de sa représentativité au sein des peuples Four, Tunjur, Massalit, Birgid, etc. mais aussi de son ouverture aux autres groupes, tant non-arabes qu'arabes : le mouvement s'efforce de convaincre des groupes arabes n'ayant pas pris part à la guerre, et même - parfois avec succès - des chefs janjawid que le sort de tous les peuples du Darfour est lié face aux projets des gens de Khartoum. Le JEM est tout autre : il s'appuie sur le clan des sultans de Tiné, ville-frontière avec le Tchad. Il sert désormais de supplétif à l'armée tchadienne, et a repoussé victorieusement les attaques récentes de rebelles tchadiens **venus du Darfour et soutenus par Khartoum** contre le régime de Ndjamena. Il reçoit, en échange, une aide militaire considérable du Tchad. Ses soldats étant des nomades guerriers à l'origine, il constitue la seule menace militaire crédible pour le gouvernement de Khartoum. Il ne cache pas d'ailleurs son ambition qui est non pas d'obtenir réparation des préjudices subis par le Darfour, mais la chute du régime de Khartoum, pour réinstaller au pouvoir le leader historique du mouvement islamique, Hassan el-Tourabi. Comme ses frères ennemis tchadiens, il est adepte des offensives très mobiles, à long rayon d'action, cherchant l'effet de surprise pour s'emparer du pouvoir. Le dernier raid en date, de plus de 1000 km à travers le désert, l'a conduit en mai 2008 au cœur d'Omdourman, la ville-jumelle de la capitale, Khartoum, dont elle n'est séparée que par des ponts sur le Nil.

A propos du Tchad, quel est à votre avis le degré d'interaction entre la crise du Darfour et les difficultés de stabilisation de cette ancienne colonie française ?

Depuis les années 80, le Darfour a été le point de départ de plusieurs interventions françaises pour installer un nouveau dictateur à la tête de cet Etat : d'abord Hissène Habré en 1980, puis Idriss Deby en 1990. Et depuis lors, la circulation d'hommes en armes de part et d'autre de la frontière est permanente. Depuis le début de la guerre actuelle, les habitants du Darfour les plus proches de la frontière ont franchi celle-ci pour s'y mettre à l'abri : il y a une douzaine de camps qui ont été déplacés à distance, pour tenter de les mettre hors de portée des janjawid : la frontière est en effet virtuelle, même si elle est parfaitement délimitée et connue de tous, depuis les accords franco-britanniques qui l'ont tracée, en fonction des rattachements principaux de chaque peuple "coupé en deux". Ainsi les Zaghawa sont pour la plupart du côté tchadien, où ils ont saisi le pouvoir il y a près de vingt ans, avec le soutien de leurs frères soudanais et de Khartoum. Depuis que les Zaghawa soudanais ont pris les armes contre Khartoum, le président tchadien a dû à son corps défendant faire preuve de solidarité et de reconnaissance pour les services rendus dans le passé (Hari, D., 2008). Mais il a parfaitement conscience de l'infériorité tchadienne dans la confrontation : le Tchad ne compte que 10 millions d'habitants contre 40 au Soudan, et est beaucoup plus pauvre, en dépit de ses ressources pétrolières du Sud. La capitale,

Ndjamena, est plus délabrée qu' El-Facher, la capitale historique du Darfour, et fait pâle figure devant Nyala, la capitale économique, qui dispose de bâtiments modernes, de quelques artères goudronnées, d'une gare ferroviaire et d'un aéroport en dur. Et surtout, le pouvoir tchadien est beaucoup plus fragile, face à un pouvoir soudanais fondé sur une coalition d'hommes d'affaires, de responsables de la sécurité et d'idéologues unis, déterminés et efficaces. A Khartoum, on considère que la situation qui prévaut au Tchad est anormale : les Arabes du centre du pays y sont en effet en position d'infériorité par rapport à des tribus du Nord certes musulmanes, mais non-arabes : hier Toubous avec Goukouni Oueddei, puis Goranes et aujourd'hui Zaghawa. On y est donc convaincu que la stabilisation de la situation au Darfour, c'est-à-dire la mise au pas définitive des peuples non-arabes, ne pourra réussir qu'avec l'instauration d'un pouvoir arabe au Tchad. D'autre part, la présence économique soudanaise au Tchad est considérable, avec des investissements relativement importants de notables du régime de Khartoum. Et l'on considère sans doute dans ces milieux que le Tchad mériterait d'être exploité de façon plus rationnelle et plus profitable que par la prédation brutale et désordonnée qui y prévaut... Enfin, pour Khartoum, le Tchad est la voie de passage vers deux directions prometteuses : l'Afrique centrale à travers la RCA, un « ventre mou », et le golfe du Bénin à travers le Nigéria, une poudrière d'un côté, et l'Afrique sahélienne de l'autre, jusqu'aux rivages atlantiques, en passant par les vastes espaces en proie à la dissidence du Niger et du Mali septentrionaux. Tout un monde en déshérence, riche de diamants, de pétrole et d'uranium. C'est dans cette perspective que l'alliance avec Pékin prend tout son sens...

Puisque nous avons commencé cet entretien sur le thème des rapports conflictuels nomades-sédentaires, que deviennent au Darfour les uns et les autres ?

Aujourd'hui, les nomades qui se sont livrés aux pillages (ils ne sont qu'une minorité, issus des tribus du Nord) font face aux effets de leurs exactions : certes, ils ont accumulé des quantités impressionnantes de bétail volé, revendus à vil prix aux négociants d'Omdourman. Et ils se sont installés dans les villages et sur les terres des villageois. Mais les terres ne sont plus cultivées, les marchés ruraux qui parsemaient les campagnes sont abandonnés, et le pays est livré aux bandits de grand chemin, surarmés, qui attaquent les convois humanitaires. Les nomades ne peuvent donc plus échanger les produits de leurs troupeaux contre le mil qui constitue la base de leur alimentation. Nombreux sont ceux qui tentent de renouer avec leurs victimes, sous l'égide des commandants locaux. Le pays est fractionné en une multitude de micro-territoires aux situations très contrastées et mouvantes, qui échappent au pouvoir central.

Les janjawid se méfient désormais des promesses et des intentions du gouvernement, craignant d'être sacrifiés sur l'autel de la paix. Ils refusent donc de rendre leurs armes. Certains poursuivent leurs exactions en razziant les camps de réfugiés au Tchad. Ils y sont encouragés par le gouvernement soudanais pour lesquels ils sont devenus source d'embaras, même s'il fait encore appel à eux à l'occasion pour affronter les rebelles.

La fabrique sociale et tribale du Darfour a été durablement ruinée par les exactions commises. Mais si le gouvernement s'est efforcé d'inciter les jeunes des tribus arabes à renverser l'autorité des Anciens, ceux-ci s'efforcent aujourd'hui de renouer avec leurs homologues des tribus non-arabes et à restaurer la paix par des mécanismes de

compensation, hors de l'intervention de l'Etat.

Les puissantes tribus arabisées du Sud-Darfour, éleveurs de bovins (les "baggara") s'étaient tenues à l'écart du conflit. Mais elles sont de plus en plus en proie à des conflits meurtriers, comme ceux qui opposent début juin 2009 les Rizeigat et les Missiriya, au Sud Kordofan voisin, autour de l'accès aux pâturages et aux points d'eau.

Quant au projet gouvernemental de donner la terre spoliée des sédentaires à des groupes nomades, elle apparaît aujourd'hui comme un leurre : les terroirs fertiles du Darfour sont l'objet de la convoitise des grands groupes d'agro-business proches du régime, ou émanant de pays du Golfe en quête de sécurité alimentaire "externalisée". A Nyala, des abattoirs modernes sont en construction, pour valoriser sur place la principale richesse exportable du Darfour, les ovins et bovins à destination des marchés du Golfe. Et le gouvernement fait de plus en plus appel à des groupes nomades arabes du Tchad ou du Niger pour les installer dans cet eldorado où ils feront régner l'ordre pour le compte de leurs bienfaiteurs.

Pendant que se poursuivent au Qatar des négociations de paix illusoires entre un gouvernement soudanais en difficulté et un JEM affaibli et dépourvu de représentativité, qui ont signé le 17 février 2009 un accord « de bonne volonté et de renforcement de la confiance », la crise du Darfour entre dans une nouvelle phase, loin des caméras aveugles et de l'agitation médiatique. L'avenir appartient désormais à la jeunesse qui grandit dans les camps, loin de l'univers dont leurs parents gardent la nostalgie meurtrie. Ils seront citadins, à l'écoute du monde, et affronteront les autres soubresauts qui déchirent l'immense corps du plus grand pays d'Afrique. Les regards se tournent désormais vers d'autres échéances, celles des élections générales prévues en février 2010, auxquelles les déplacés refuseront de participer pour ne pas avaliser leur enracinement dans les camps, puis le référendum d'autodétermination de 2011 qui, s'il se tient, devrait donner l'indépendance au Sud-Soudan. Peut-être le résultat du drame vécu par le Darfour sera-t-il de pousser celui-ci à choisir à son tour l'indépendance, tribus arabes et non-arabes, nomades et sédentaires confondus, autour d'un sentiment d'appartenance commune révélé par la guerre. Et ce serait la fin du Soudan, le géant de l'Afrique...

Mais il est tout aussi envisageable que le régime militaro-islamiste de Khartoum, qui fête cette année son vingtième anniversaire, parvienne, à l'aide de ses pétrodollars et de sa tactique de diviser pour régner, qui lui a si bien réussi jusqu'à ce jour, à poursuivre sa fuite en avant pour conserver le monopole du pouvoir et de l'accès aux ressources sur des territoires toujours plus étendus, pour lesquels le Darfour ne serait plus qu'un marchepied.

Bibliographie sélectionnée

Abderrahman El Rasheed, Fatima (1988) : *Marchés, marchands et commerce à longue distance dans la province du Nord-Darfour : une étude des stratégies de commercialisation (Soudan)*, thèse de doctorat de sociologie, Université de Lille ;

African Rights (1995) : *"Facing Genocide : The Nuba of Sudan"*, Londres ;

Browne, William George (2002) : *« Nouveaux voyages dans la Haute et la Basse Egypte, la Syrie et le Darfour »*, Londres 1799, trad. fr., Paris, 1800 ; rééd. Folio, coll. Itinera ;

Doornbos, P., 1988 : "On becoming Sudanese", in T. Barnett and A. Abdelkarim (eds.), Sudan: State, Capital and Transformation, London, Croom Helm, 1988 ;

ERES (2008) : « Pourquoi on meurt au Darfour », Outre-terre, n°20 ;

Prunier, Gérard (2005) : « Darfour : un génocide ambigu », La Table ronde, 267 pages ;

Hari, Daoud (2008) : "Dans l'enfer du Darfour », Hachette, 295 pages ;

Harir, Sharif (1994) : « Arab Belt versus African Belt. Ethno-political Conflict in Dar Fur and the Regional Cultural factors", in Shortcut to Decay. The Case of Sudan, S. Harir and T. Tveldt ed, Uppsala ;

Ibrahim, Fuad (1984) : "Ecological Imbalance in the Republic of Sudan, with Reference to Desertification in Darfur", Bayreuther Gewissenschaftliche Arbeiten, Bayreuth ;

Kapteijns, Lidwien (1985) : "Mahdist Faith and Sudanic Tradition : the History of the Masalit Sultanate 1970-1930 », Londres ;

Lavergne, Marc (2005) : « Darfour : éléments d'une analyse géographique d'un conflit en milieu sahélien », Afrique contemporaine, n° 214, pages 129 à 164 ;

Lavergne, Marc (2007) : « Darfour, un Munich tropical », Politique internationale, n°117 ;

Michel, Serge et Beuret, Michel (2009) : « La Chinafrique », Grasset ;

C. Miller (dir.), (2005) : Land, ethnicity and political legitimacy in Eastern Sudan, Le Caire, Cedej/Dsrc, 533 p. ;

O'Fahey, R.S. (1980) : State and Society in Darfur, C. Hurst, Londres ;

Peninou, Jean-Louis (2004) : "Désolation au Darfour", Le monde diplomatique, mai 2004 ;

Tanner, Victor and Tubiana, Jerome (2007) : "Divided They Fall, The Fragmentation of Darfur's Rebel Groups", Small Arms Survey ;

Tubiana, Jérôme (2006) : « Le Darfour, un conflit pour la terre ? », Politique africaine, n°101, pages 11 à 131 ;

Tubiana, Marie-José (2006) : « Carnets de route au Dar For (Soudan) 1965-1970 », Sépia, 223 pages ;

Tubiana Marie-José et Joseph (1977) : The Zaghawa from an Ecological Perspective", Balkema, Rotterdam ;

Waal, de, Alex) (2005) : "Famine that Kills: Darfur, Sudan", Oxford University Press (Revised edition)

